

Le budget

Le ratio de la dette au PIB, c'est-à-dire l'importance de la dette par rapport à l'économie, commencera à diminuer en 1996-1997. Une caricature que beaucoup d'entre nous ont vue était très à-propos. On y voyait le Canada sur la route qui frappait soudainement quelque chose identifié comme le budget Martin, ce qui imposait un virage assez important. C'est exactement ce que représente le budget, un virage important. Nous sommes maintenant en voie de nous sortir de la spirale du déficit et de la dette qui entraîne notre pays depuis trop longtemps.

Pour chaque dollar de nouvelles recettes, le gouvernement réduira ses dépenses de sept dollars. C'est le genre de programme de rationalisation que les Canadiens attendent du gouvernement.

À ceux qui trouvent le budget trop dur, je dirai de réfléchir au niveau d'endettement du pays. Nous ne voulons pas voir s'effondrer nos programmes sociaux, et les compressions imposées étaient nécessaires pour garantir le maintien de ces programmes qui ont été mis en place par d'anciens gouvernements libéraux et, je le reconnais, inspirés de nombreuses idées néo-démocrates.

• (1050)

À ceux qui prétendent que le budget n'est pas assez dur, je dirai de réfléchir aux compressions des dépenses, à la réduction du nombre de postes dans la fonction publique et à l'atteinte de nos objectifs, bref, au travail bien fait. Soixante-dix pour cent des Canadiens appuient le budget. C'est la réalité.

Je sais qu'il ne serait pas politiquement populaire pour certains groupes de députés de le reconnaître. J'en suis conscient mais la réalité, c'est que nous avons présenté un budget très populaire. Je pense que c'est un budget dont les Canadiens peuvent espérer voir le ministre et le gouvernement s'inspirer largement au cours des années à venir.

M. Jake E. Hoepfner (Lisgar—Marquette, Réf.): Monsieur le Président, j'aime toujours entendre le député de London—Middlesex parler de justice dans notre pays et dans ce budget. Je tiens à lui rappeler que, durant la campagne électorale, le gouvernement avait promis de garder l'article XI dans les négociations du GATT. Il n'a pas pu tenir cette promesse. La justice, c'est la justice. Il ne pouvait pas faire grand-chose à ce sujet.

Dans le budget fédéral, le gouvernement a annoncé un retrait sur trois ans des fonds versés au titre des programmes d'évaluation génétique et de contrôle laitier parce qu'ils vont à l'encontre du GATT. Pourtant, la même semaine, le gouvernement américain a annoncé qu'il verserait 600 millions de dollars de plus au titre de ces programmes. Est-ce juste? Est-ce là le genre de protection que le gouvernement va donner à ses producteurs laitiers?

Je sais que nous n'avons pas besoin de subventions, mais il doit y avoir une certaine justice. Le gouvernement essaie-t-il de s'assurer qu'il a un bon approvisionnement de lait au chocolat? Avec ce genre de justice, nous pourrions en manquer. Je me demande comment le député justifierait cette décision du gouvernement.

M. O'Brien: Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour sa question.

Au sujet de l'article XI, 20 p. 100 de mes électeurs sont des agriculteurs qui habitent un secteur rural. Comme le député le sait, l'article XI est une des premières questions auxquelles notre gouvernement s'est attaqué. Mes électeurs et, je crois, la plupart des agriculteurs canadiens comprennent que, comme le député l'a dit lui-même, nous ne pouvions pas faire grand-chose à ce sujet. En fait, le Canada a été le seul pays à voter en faveur du maintien de l'article XI. Je ne sais pas ce que le gouvernement aurait pu faire de plus à part tenir son bout, seul contre le reste du monde, sur une question aussi importante.

Je tiens à dire à mon collègue qu'il se trouve que certaines des fermes laitières les plus actives au Canada sont situées dans ma circonscription, celle de London—Middlesex, dans le sud-ouest de l'Ontario. Les producteurs laitiers m'avaient fait part, avant le dépôt du budget, de leur crainte que le gouvernement cède à la pression et élimine soudainement toutes les subventions aux produits laitiers.

Franchement, d'après les commentaires que j'ai entendus aussi récemment que la semaine dernière de la part de certains des plus importants producteurs laitiers de ma circonscription, la réduction de 15 p. 100 suivie d'une autre réduction de 15 p. 100 est le genre de mesure graduelle et sensée qui leur permettra de s'adapter. Ils étaient soulagés que le gouvernement ait eu la sagesse de ne pas éliminer soudainement les subventions même si certains le réclamaient.

M. Leon E. Benoit (Végréville, Réf.): Monsieur le Président, le député a dit qu'il est fier du budget de son gouvernement, qu'il se réjouit de voir qu'il a atteint l'objectif de réduction du déficit pour la première année et qu'il faut procéder lentement pour équilibrer le budget.

S'il faut procéder lentement pour équilibrer le budget, comment le gouvernement expliquera-t-il aux Canadiens dans deux ans que les paiements d'intérêts sont passés de 39 à 51 milliards de dollars par année?

Le député de Broadview—Greenwood a posé lui-même la question il y a quelques instants: Que ferons-nous quand le Canada fera face à des paiements d'intérêts de 50 à 60 milliards de dollars par an pour le gouvernement fédéral? Et il a répondu: Nous tiendrons un sommet mondial du genre de celui qui a eu lieu après la Seconde Guerre mondiale et nous résoudrons le problème.

• (1055)

Le député pense-t-il qu'on devrait s'attaquer au problème lors d'un sommet mondial, dont la tenue est aléatoire, ou bien plutôt à la réalité des dépenses publiques excessives dans notre pays pour y remédier en nous fixant un objectif bien déterminé et en le respectant? Il s'agit d'éliminer complètement le déficit, pas seulement de le réduire.

M. O'Brien: Monsieur le Président, la réponse est bien facile et évidente à la question de savoir si nous devrions simplement nous attaquer au problème ici même ou si nous devrions tenir un sommet mondial. Nous devrions faire les deux. Le Canada n'est pas seul dans le monde. Aucun pays, pas même les géants de l'économie, ne peut s'isoler du reste de la situation économique mondiale.